

BIEN S'ALIMENTER, UN DROIT ÉLÉMENTAIRE

Tributaire de dons aléatoires et des invendus de supermarchés, démunie face à l'explosion de la demande... l'aide alimentaire est à bout de souffle. À Montreuil ou à Montpellier, des pionniers testent de nouvelles recettes. Dignes et durables.

Dossier réalisé par
Weronika Zarachowicz

Quand on lui a demandé comment elle s'en sortait, avec l'inflation, son RSA et ses deux ados à charge, Houria a poussé un long soupir. « Je compte chaque centime, je fais très, très attention. On mange beaucoup de pâtes... On s'entraide : une voisine me rapporte parfois de la viande – son mari travaille dans une boucherie – ; une autre, du pain, quand il en reste à la boulangerie de son compagnon. » Houria n'a jamais poussé la porte des Restos du cœur. « Ce n'est pas possible pour moi, j'ai une fierté... Mais le projet d'Action contre la faim, c'était différent. » C'était en janvier 2022 et elle était à bout de forces. Encouragée par ses voisines, Houria s'est rendue à la maison de quartier, dans l'est de Montreuil, en Seine-Saint-Denis, où on lui a parlé de Passerelle. Un projet-pilote, organisé par Action contre la faim (ACF) et l'Armée du salut, avec la mairie et le service social départemental, et consistant non pas en dons alimentaires, mais en un transfert d'argent, en plus d'un suivi personnalisé 1.

Deux cents ménages en ont bénéficié – familles, personnes seules, avec ou sans emploi, tous en situation régulière et logés –, dans cette ville dont un quart des habitants vit sous le seuil de pauvreté. Pendant quatre mois, Houria et ses filles ont reçu 63 euros par personne et par mois. « Je m'en suis servie pour les courses, on a pu s'offrir des pizzas... Et puis, ils m'ont aidée sans me juger, avec gentillesse, ça m'a donné »

Le réseau Vrac (Vers un réseau d'achat en commun), ici à Lyon, en juillet, allie l'accès aux aliments de qualité pour tous à une juste rémunération des producteurs.





» du courage. » Orientée vers une assistante sociale qui la suit depuis, Houria a enfin obtenu la CMU ainsi qu'une formation d'agent d'accueil qui commencera début décembre. Elle a aussi eu accès à une épicerie solidaire, dont elle n'avait jamais entendu parler, où elle achète à prix réduit farine, sucre ou serviettes hygiéniques – « Ça coûte tellement cher sinon ! »

Du transfert monétaire inconditionnel plutôt qu'une distribution alimentaire ? L'idée ne va pas de soi en France. « Notre pays a fait le choix des aides matérielles, en repas ou produits invendus, qui ne répondent pas aux besoins structurels, explique Hélène Quéau, responsable de la mission France d'ACF, quelques semaines après que le président des Restos du cœur a annoncé devoir éconduire cent cinquante mille demandeurs d'aide faute de moyens. Pourtant, le transfert monétaire est devenu une modalité majeure de l'aide internationale, dont l'efficacité est démontrée, notamment par les travaux d'Esther Duflo [Prix Nobel d'économie 2019, ndlr]. Bien sûr, ce n'est pas la réponse à tout, ni pour tous les publics. Mais ça doit faire partie des solutions, surtout dans un pays riche doté d'un système de protection sociale, où l'enjeu n'est pas le manque de nourriture [nous en jetons 10 millions de tonnes par an, ndlr] mais l'accès. Voilà pourquoi on a voulu partager notre expertise. »

Le projet a germé fin 2019, quand ACF a ouvert sa première antenne en France. Tout un symbole pour cette structure de l'humanitaire international, qui agit sur les causes et les conséquences de la faim, et qui a été alertée par une précarité devenue massive dans l'Hexagone. « On meurt rarement de la faim en France, mais on en souffre », résume Hélène Quéau. Dix millions de personnes seraient aujourd'hui dans la précarité alimentaire, de plus en plus de salariés, de retraités, de jeunes. « Et une partie du public est hors des statistiques, puisqu'une personne sur deux en précarité n'a pas recours à l'aide, et que les indicateurs reconnus internationalement pour mesurer la sécurité alimentaire ne sont pas utilisés dans le champ français. » Recréer du lien pour accompagner les plus précaires vers des solutions durables, partir de leurs besoins et leur redonner de l'autonomie, sans les stigmatiser : « C'est crucial, insiste Hélène Quéau, et au cœur de la définition du droit à l'alimentation, inséparable de la capacité de choisir. » Un transfert monétaire, via une carte, permet de retrouver le choix de son alimentation, de prendre la liberté, par exemple, d'offrir un McDo aux enfants, de payer la cantine ou encore de remplacer le four qui ne fonctionne plus...

« Il faut arrêter de penser que les gens précaires sont incapables de gérer un budget, et ne "savent" pas manger, souligne Nicole Darmon, directrice de recherche à l'Institut national de

recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae), qui a accompagné le projet Passerelle. Ce dispositif le prouve : les précaires n'achètent pas un écran plasma, mais de la nourriture, surtout des fruits et des légumes. Aujourd'hui, c'est LE groupe alimentaire sur lequel on observe une fracture sociale : plus on est pauvre, moins on en consomme. D'où la violence des recommandations des pouvoirs publics, qui appellent à augmenter la part des fruits et légumes alors que leur prix est un frein, d'autant qu'ils représentent une petite source de calories. » Il y a donc une « urgence extrême », insiste cette spécialiste des inégalités sociales et alimentaires, coautrice du rapport Terra Nova « Vers une sécurité alimentaire durable », à changer de politique pour lutter contre la précarité. « La faiblesse du récent Pacte des solidarités, présenté avec neuf mois de retard, vient encore le prouver ! Les politiques existantes ne s'attachent pas aux causes profondes de l'insécurité alimentaire : l'intensité de la pauvreté, le dysfonctionnement du système alimentaire... Quant au fonds pour une aide alimentaire durable, doté de 60 millions en 2023, c'est un effet d'annonce indigne : outre qu'on n'a fait que reconduire les aides existantes, si l'on divise par le nombre de personnes en insécurité alimentaire, ça donne 6 euros par an et par personne ! »

Comment sortir de la crise de l'aide alimentaire ? Et rendre accessible, à l'ensemble de la population, une alimentation saine, durable, digne pour les consommateurs et les producteurs ? Comme les équipes de Passerelle à Montreuil, associatifs, chercheurs, collectivités locales sont de plus en plus nombreux à turbiner sur des alternatives. « On n'a pas encore inventé le modèle qui remplacera l'aide alimentaire. Mais on est au travail », dit Pauline Scherer. Cette sociologue copilote l'un des projets les plus emblématiques d'un paysage en ébullition : la première « caisse alimentaire commune », inspirée de l'idée d'une Sécurité sociale de l'alimentation. En





Le Vrac, ouvert à tous, défend l'idée d'une Sécurité sociale de l'alimentation (ici, une distribution à Vaulx-en-Velin, dans le Rhône).

À Montreuil, le projet-pilote Passerelle a octroyé de l'argent, via une carte, à des foyers précaires pour leurs dépenses alimentaires.



janvier 2023, cette expérimentation est née sous l'impulsion d'associations (Secours catholique, Vrac, Jardins de Cocagne, réseau Civam...), de chercheurs et de la ville et métropole de Montpellier. Le principe? Sans condition de ressources, chaque adhérent cotise selon ses moyens (de 1 à 180 euros), puis reçoit 100 euros mensuels, à utiliser dans des commerces agréés. Ce projet universel (chacun de ces habitants, représentatifs en termes d'âge et de revenus, touche la même somme), au budget de 400 000 euros, alimenté par des fonds publics, privés (Fondation de France, Fondation Daniel et Nina Carasso) et les cotisations des adhérents, s'articule autour d'un comité citoyen. Ses cinquante membres, dont la moitié sont concernés par la précarité, se réunissent chaque mois pour établir la grille de cotisations ou sélectionner des commerces engagés dans une alimentation durable.

«Comment veut-on se nourrir, comment veut-on que la nourriture soit produite, pour le public le plus large? C'est vraiment un projet de démocratie alimentaire, pour tous et pas seulement pour les "pauvres", résume Pauline Scherer. Les problèmes d'accès à une nourriture de qualité ne peuvent être traités sans travailler sur tout le système alimentaire, en partant de la production agricole, où on a des problématiques sociales, environnementales très fortes. L'alimentation n'est pas une marchandise comme une autre, mais un bien commun, qui permet de nous nourrir et de vivre.» Jusqu'où les pionniers de Montpellier iront-ils? Comment les politiques publiques

vont-elles s'emparer du dispositif? Quelle place pour les entreprises? «Il faut démontrer que le projet tient économiquement. On expérimente, localement pour l'instant. La démocratie participative, ce n'est pas simple, mais tout le monde répond présent, avec ce sentiment de vivre un projet porteur d'espoir.»

C'est aussi ce que dit Boris Tavernier, délégué général de Vrac (Vers un réseau d'achat en commun). «La dynamique irradie peu à peu le territoire, il faut avancer avec des résultats probants. Car on ne veut pas seulement être une alternative, on veut créer un véritable nouveau système.» Depuis 2014, Vrac rend accessibles aux habitants des quartiers populaires, ainsi qu'aux étudiants sur les campus, des produits alimentaires bio, achetés auprès de producteurs «sans intermédiaires et sans négocier les prix, pour qu'eux aussi puissent vivre!» Ce réseau en pleine croissance – une centaine de groupements d'achats dans dix-huit villes – est devenu, en 2021, la première structure d'aide alimentaire indépendante de l'industrie agroalimentaire et du don, financée sur fonds publics et privés. «On achète, on revend – à prix coûtant et selon les moyens des bénéficiaires –, on ne donne pas.» De quoi faire entendre une autre voix? «Les pouvoirs publics nous disent qu'on va dans le bon sens, dit Boris Tavernier. Mais face aux grands, on reste riquiqui. Même si on aura toujours besoin de l'aide alimentaire, il faut aussi enclencher autre chose, et pour ça, il faut des moyens 2.» En attendant, à Montreuil, le projet Passerelle s'apprête à redémarrer en 2024. La caisse commune d'alimentation de Montpellier, elle, essaime à Cadenet (Vaucluse), Bordeaux, Lyon, en Alsace, dans le Nord-Pas-de-Calais ou encore à Paris. «J'aime bien l'expression d'Esther Duflo qui dit qu'elle fait de la plomberie avec ses recherches sur la pauvreté, reprend Hélène Quéau, d'ACF. C'est ce qu'on fait, on est tous complémentaires, pour expérimenter, tester. Maintenant, on attend le changement d'échelle...» ●

1 Passerelle a été financée par le plan France Relance et une collecte de fonds.

2 Sur les 60 millions du fonds pour une aide alimentaire durable, 40 millions sont attribués aux mécanismes d'aide alimentaire classiques, et 20 millions aux alternatives.

« LE DON ALIMENTAIRE EST DEVENU UN VÉRITABLE MARCHÉ »

Alors que plusieurs associations, dont les Restos du cœur, tirent la sonnette d'alarme, l'anthropologue Bénédicte Bonzi décrit un système d'aide dysfonctionnel. Et renvoie l'État à ses responsabilités.

L'aide alimentaire permet-elle encore de lutter contre la précarité alimentaire? L'anthropologue Bénédicte Bonzi s'est immergé pendant cinq ans au sein des Restos du cœur. Elle a tiré de cette expérience un essai brûlant, *La France qui a faim. Le don à l'épreuve des violences alimentaires* (éd. Seuil), dans lequel elle décrypte les limites d'un système à bout de souffle, alors que le nombre de bénéficiaires ne cesse de croître.

UN SYSTÈME AGROALIMENTAIRE MALADE

«Proposée par Coluche en 1985 pour répondre à une urgence, l'aide alimentaire s'est institutionnalisée. La loi de modernisation agricole de 2010 en a fait un débouché pour l'agro-industrie, une part de marché d'un système qui surproduit et recycle ses surplus auprès des plus pauvres. Les acteurs de l'agro-industrie se partagent aujourd'hui un "marché de la faim". Pendant longtemps, l'aide provenait, entre autres, des surplus de l'agriculture, qui étaient redistribués.» »